

## L'europeessimisme : une erreur

Le dernier rapport du CEPII *Economie mondiale 1980-1990 : la fracture ?* participe-t-il de l'europeessimisme si répandu de ce côté de l'Atlantique et apparemment si surprenant pour de nombreux économistes et hommes politiques américains <sup>1</sup> ?

La fracture redoutée est bien celle qui menace de séparer l'Europe des Etats-Unis et du Japon. Ses prolongements, même dans le Tiers Monde, entre les pays d'Asie et ceux d'Afrique — les perspectives pour l'Amérique latine sont moins tranchées — accentuent les risques pour l'Europe qui commerce surtout avec ceux dont l'avenir apparaît le plus médiocre. Mais le point d'interrogation qui clôt le titre de l'ouvrage est plus qu'une nuance lénifiante, il est la marque d'une incertitude : en posant effectivement une question, il écarte tout fatalisme.

Avant de justifier ce point de vue en contradiction avec l'humeur du moment, un petit détour n'est pas inutile. L'article de Stephen Marris publié dans ce numéro raille les économistes qui, avec un ensemble touchant et suspect, brûlent un jour ce qu'ils avaient adoré la veille ; ou plutôt il dénonce la succession de consensus aussi péremptaires que contradictoires et distingue trois raisons au changement de la mode en économie : les variations des préférences politiques, le progrès du débat théorique, l'évolution de la nature des problèmes.

---

1. Voir notamment le rapport de R. Layard, G. Basevi, O. Blanchard, W. Brüter et R. Dornbusch pour la Commission européenne : « The case for unsustainable growth », E.C. Economic Papers, n° 31, avril 1984.

---

Le CEPII a sans doute une préférence européenne, et ses deux rapports sur l'économie mondiale, *La montée des tensions* et *La fracture ?*<sup>2</sup>, se terminent par des plaidoyers européens.

Dans le débat théorique, le CEPII n'a pas apporté de réponse à une question fondamentale qui est de savoir si la somme des intérêts individuels des entreprises, qui les pousse à privilégier les alliances mondiales avec des firmes japonaises ou américaines, ne risque pas d'être contraire à l'intérêt général à terme ; ne vaudrait-il pas mieux construire en priorité l'Europe pour aborder en meilleure position les coopérations extra-européennes afin de participer activement à l'élaboration des modèles de production et de consommation des années 1990-2000 ?

Par contre, le rapport du CEPII montre que les changements intervenus dans la nature des problèmes qui se posent à l'Europe, lui ouvrent la voie vers une action plus ambitieuse et un rôle plus déterminant dans l'organisation de l'économie mondiale, pour peu que ses faiblesses structurelles persistantes ne conduisent pas à sous-estimer les marges de manœuvre que donne le redressement des grands équilibres économiques.

Quels sont en effet aujourd'hui les obstacles à la croissance des économies européennes ?

La plupart des pays ont réalisé depuis le début de la décennie d'importants progrès dans l'ajustement macroéconomique.

Partout, l'inflation est maîtrisée, ou en voie de l'être. Certes, des différences sont évidentes tant dans les processus qui ont conduit à la désinflation que dans les résultats obtenus. Les progrès dus à l'appréciation de la monnaie sont plus fragiles que ceux qui découlent de la maîtrise des salaires ou des gains de productivité. Mais la convergence des efforts est le point décisif. Partout, les profits qui avaient chuté au début de la précédente décennie se redressent, condition de la reprise de l'investissement. Les déséquilibres budgétaires subsistent, mais ils sont plus limités en Europe qu'ils ne le sont aux Etats-Unis ou au Japon, ce qui donne globalement quelques marges de liberté pour

---

2. *Economie mondiale : la montée des tensions*, 1983, *Economica*.  
*Economie mondiale : 1980-1990 : La fracture ?*, 1984, *Economica* (également diffusé par La Documentation française).

des politiques budgétaires plus actives, même si certains pays doivent pour l'heure encore consolider leur maîtrise des finances publiques.

La contrainte extérieure est très inégale d'un pays à l'autre, puisque coexistent des économies en excédent et des économies en déficit, de surcroît endettées. Mais, globalement la situation de l'Europe vis-à-vis des Etats-Unis s'est améliorée à mesure que le déficit extérieur américain s'est creusé, et la hausse du dollar, après lui avoir coûté, lui offre aujourd'hui des avantages commerciaux indiscutables. Dans un contexte mondial marqué par le problème du déséquilibre des paiements américains une demande plus forte en Europe contribuerait à la recherche d'une croissance mondiale plus harmonieuse.

Durant les années 70, la divergence des performances économiques au sein de l'Europe était un sujet d'inquiétude et la principale raison invoquée pour ne pas pratiquer de relance concertée et pour ne pas avancer dans la construction monétaire européenne. Deux pas ont été réalisés : tout d'abord, les divergences se sont sensiblement réduites, comme le rappelle le dernier rapport économique de la Commission des Communautés européennes ; ensuite, les attitudes ont évolué et les déboires du « chacun pour soi » dans l'attente d'une reprise venue d'ailleurs incitent à plus de coopération : le Royaume-Uni lui-même s'intéresse maintenant au SME<sup>3</sup>. La coordination des politiques économiques demeure techniquement et politiquement difficile, mais les conditions macroéconomiques et psychologiques sont aujourd'hui plus favorables. Parallèlement, les raisons de renforcer l'ECU se font plus nombreuses : incertitude à terme sur le cours du dollar, nécessité d'atténuer les risques de change dans le commerce intra-européen, réduction déjà sensible des écarts d'inflation.

En définitive, l'« europessimisme » le plus fondé s'alimente des faiblesses structurelles de l'Europe : l'insuffisance quantitative et qualitative de l'offre industrielle et l'incapacité à créer des emplois. Ces faiblesses sont bien réelles, mais plutôt que de servir à justifier des politiques macroéconomiques excessivement prudentes, elles doivent être combattues en utilisant les marges de manœuvre que donne l'assainissement effectué depuis trois ans et les possibilités d'approfondissement du Marché commun.

---

3. Voir aussi dans ce numéro, l'analyse des rapports structurels des instituts allemands.

---

Pour que se développe une offre compétitive en Europe, il faut que celle-ci redevienne un espace propice à l'investissement à longue portée. L'amélioration des profits ne produira guère de fruits si les entrepreneurs sont convaincus que l'économie européenne est vouée à la stagnation et à la fragmentation. Une stimulation prudente de la demande peut créer l'incitation à court terme, et elle doit être relayée par des mesures plus structurelles faisant progresser l'unification économique de l'Europe : l'ouverture des marchés publics, la coordination des efforts de recherche et le développement de programmes industriels d'intérêt communautaire peuvent accompagner les progrès de l'intégration financière et monétaire et offrir des perspectives aux investisseurs <sup>4</sup>.

La création d'emplois serait stimulée par une accélération de la croissance, mais celle-ci ne pourra en aucun cas suffire à résorber le chômage d'ici la fin de la décennie. Les Etats-Unis et le Japon ont bien souvent créé des emplois en acceptant, chacun à sa manière, une productivité plus faible, notamment dans les services. L'Europe doit dans ce domaine inventer ses propres solutions. C'est ici qu'intervient la flexibilité, celle des entreprises pour faciliter le partage du temps de travail, celle de l'Etat pour laisser éclore des activités dont ils se réserve habituellement le monopole, celle des salariés auxquels on réserve trop souvent l'exhortation à plus de souplesse. A rejeter les dualismes sur les revenus qui affectent les Etats-Unis et le Japon, l'Europe oublie le dualisme de plus en plus grave dont elle souffre : celui qui sépare ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en n'ont pas.

La convergence des succès et des difficultés en Europe est le signe que des réponses européennes sont plus que jamais nécessaires au développement de chacun de ses membres. L'« europessimisme » ne serait fondé que si l'on refusait d'admettre ce fait.

**Yves Berthelot**  
*Directeur du CEPIL.*

---

<sup>4</sup>. Voir à ce propos le dernier rapport économique de la Commission.